

LA PRESSE EN REVUE...



LUNDI 20 OCTOBRE 2014

SOMMAIRE

- 1) Enfin ! Une autre proposition d'Aubry
- 2) Il part en vrille...
- 3) Référendum : oui ou non
- 4) La liberté qui fâche ce beau monde...
- 5) Une colère de plus de...
- 6) Pourquoi ! Pourquoi !



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Aubry défie Hollande



Martine Aubry, dans ses bureaux à Lille. (Eric Dessons)

Vous ne croyez pas que la politique menée puisse réussir. Pourquoi?

Regardons la vérité en face. La politique menée depuis deux ans, en France, comme presque partout ailleurs en Europe, s'est faite au détriment de la croissance. Les efforts fiscaux et les économies réalisées sur les budgets publics ont engendré des pertes de recettes liées à la moindre croissance qu'ils ont provoquée. Les déficits ne se sont pas résorbés, et le chômage augmente. Entendons-nous bien : la question n'est pas de renoncer à réduire les déficits. Je sais de quoi je parle : pour moi, bien utiliser chaque euro qui nous est confié par les Français est une obligation. J'ai rétabli les comptes de la Sécurité sociale, ma ville est bien gérée... Il n'y a pas d'un côté les sérieux et de l'autre les laxistes. Mais je demande une inflexion de la politique entre la réduction des déficits et la croissance. Je demande qu'on réoriente la politique économique.

Au fond vous reprenez la logique des Frondeurs à qui le pouvoir a déjà répondu?: "On ne changera pas de politique." Vous croyez vraiment que vous obtiendrez une autre réponse?

Je partage leurs propositions dans ce domaine et je regrette que le Parlement n'ait pas pu en discuter. J'espère que la prise de conscience sera là, que le débat aura lieu. En tout cas, plus on sera nombreux à le dire à gauche – élus nationaux ou locaux, mais aussi dans la société civile – plus on aura une chance d'être entendus. Dans le passé, faute d'avoir débattu, nous avons souvent payé le prix. Il est temps de retrouver le bon chemin, débattons-en. Et puis, ne peut-on arrêter d'appeler "frondeurs", des députés qui connaissent l'économie, souhaitent le succès du gouvernement, et portent une vision de la Ve République où le Parlement est pleinement

Emmanuel Macron a annoncé qu'il légiférerait sur le travail du dimanche, est-ce une bonne idée?

Croire qu'il y a là des gisements d'emplois est un mirage. Le pouvoir d'achat ne va pas s'accroître par miracle parce que l'on consomme un jour de plus. Dans la plupart des cas, les extensions se feraient au détriment du petit commerce – si essentiel à la vitalité de nos quartiers – et donc, in fine, aussi de l'emploi. Et puis surtout, pour moi, il s'agit de choisir dans quelle société nous

voulons vivre. La consommation doit-elle être l'alpha et l'oméga de notre vie? Ne peut-on préserver un jour dans la semaine pour soi, pour sa famille, pour la culture, pour le sport?

Faut-il réformer l'assurance-chômage?

On ne réforme pas l'assurance-chômage au moment où il y a tant de chômeurs. Un accord vient d'être signé entre les partenaires sociaux, avec une application jusqu'en 2016 : respectons-le. Quand la situation économique était bonne et le chômage en baisse, comme sous Lionel Jospin, le patronat n'a jamais accepté qu'on mette de l'argent de côté pour pouvoir passer des périodes plus difficiles. Remettre aujourd'hui en cause ce système, c'est vouloir dire que les chômeurs sont responsables du chômage ou qu'ils sont des fraudeurs. J'ai rendu efficace, comme ministre du Travail en 1992, le contrôle des chômeurs. Je ne supportais pas qu'on puisse penser que les chômeurs l'étaient parce qu'ils le voulaient et qu'ils fraudaient. Et quand c'est le cas, il faut sanctionner. Mais c'est très minoritaire. Mettre de tels débats sur la table alors que le chômage est si

Alors quel est votre projet?

Une nouvelle social-démocratie, qui reconnaît le marché, mais veut un État stratège pour l'orienter et le réguler. Le marché a tout envahi. On spéculé sur tout, y compris les aliments. Tout se marchande, jusqu'à nos corps. C'est le règne du chacun pour soi. Il faut remettre des règles qui défendent la coopération avant la compétition, le bien-être avant le "tout avoir", la préservation de l'avenir avant le profit immédiat. Bien sûr, l'État doit se moderniser, avec des services publics qui apportent des réponses personnalisées à chacun dans le domaine de l'école, de la santé, ou du vieillissement. Je défends un État qui donne toute sa place aux pouvoirs locaux, un État qui régule la mondialisation. Le président de la République défend cette nécessité au niveau européen. Aujourd'hui, les multinationales imposent leur loi aux États. Contre cela, seuls, nous ne pouvons rien, ensemble, en Europe et dans le monde, il faut nous organiser et protéger les biens communs universels. Et puis, cela ne vous étonnera pas, car j'ai dédié une partie de ma vie au monde du travail, cette nouvelle social-démocratie accorde une importance essentielle aux syndicats de salariés et d'employeurs. Mais elle parie aussi sur les citoyens, les mouvements associatifs et coopératifs.

II) Sarkozy, comme un avion sans ailes



Par Carole Barjon

L'ancien chef de l'Etat était supposé planer sur son camp. Au bout d'un mois de campagne, il pique dangereusement du nez. En attendant le crash ? Retour sur un atterrissage plus difficile que prévu.



Nicolas Sarkozy, le 8 octobre 2014 en meeting à Toulouse SCHEIBER FREDERIC/SIPA

Vingt-huit voix ! Il n'y a eu que 28 toutes petites voix pour soutenir la candidature de Pierre Charon au poste de questeur du Sénat la semaine dernière. Le vieux copain de Nicolas Sarkozy, son compagnon des mauvais jours, s'est fait littéralement étriller. Certes, l'ancien président, qui s'est bien gardé d'intervenir cette fois, n'y est pour rien. Charon n'avait aucune chance. Tout de même, voilà qui tombe mal après l'échec de Roger Karoutchi, autre sarkozyste historique, à la présidence du groupe UMP du Sénat. Nicolas Sarkozy n'a décidément pas de chance avec la Chambre haute depuis l'élection de Gérard Larcher contre Jean-Pierre Raffarin qui avait cru bon de se muer en fervent sarkozyste.

"Le Sénat n'a jamais aimé Nicolas"

Le Sénat. Voilà, à en croire Brice Hortefeux, la raison qui expliquerait la méchante petite musique selon laquelle Sarkozy aurait déjà raté son retour.

"Le Sénat n'a jamais aimé Nicolas, jamais."

Ce n'est pas son retour qui est en cause. Le résultat à la présidence du Sénat aurait été le même quelle que soit sa place dans la vie politique". Sans doute. Mais la coïncidence est fâcheuse.

Depuis le 21 septembre, date de sa réapparition sur France 2, les choses ne se passent pas tout à

fait comme prévu. Tel un bulldozer, il devait tout emporter sur son passage, s'imposer d'évidence à une droite pétrifiée et résignée. Il n'en est rien. Où est la magie d'antan ? Où est la capacité à innover, à surprendre ? Hormis l'inscription de l'interdiction de la GPA (gestation pour autrui) dans la Constitution, ses propositions et celles de sa campagne de 2012 se ressemblent comme deux gouttes d'eau.

"Equation impossible", avait prévenu son ancien conseiller Henri Guaino, hostile à un retour par la case UMP. Guaino ne croyait pas si bien dire. Sarkozy mesure aujourd'hui la difficulté à mener campagne pour une élection interne tout en étant à la fois ancien président de la République et futur candidat en 2017. Comment satisfaire le besoin d'autorité des militants pressés d'en découdre avec la gauche sans compromettre la stratégie de rassemblement qu'il veut mettre en oeuvre par la suite ? Comment parler en chef de parti en conservant la hauteur qui sied à un ancien président de la République ? "C'est compliqué", admet l'un de ses partisans. D'où le sentiment d'un Sarkozy empêtré dans une campagne bâtarde, mi-partisane, mi-présidentielle. Obligé d'expliquer les contours de la future formation qu'il entend créer, de s'attarder sur des questions d'organisation, de structure, et soucieux par ailleurs de s'attaquer aux grands problèmes de la France; contraint de s'adresser à la base militante de l'UMP, marquée à droite, sans heurter l'ensemble des Français qu'il aimerait rassembler dans un second temps.

Le chef charismatique a perdu de son mystère

En "rentrant dans l'atmosphère", Sarkozy s'est banalisé. Idéalisé lorsqu'il était en retrait, le chef charismatique a perdu de son mystère. La France d'en haut - parlementaires, chefs d'entreprise, médias - bâille ou ricane, c'est selon. Dans un climat pourri par les affaires, notamment Bygmalion, Sarkozy se heurte à une résistance inattendue. Il mesure la discrétion, voire la réticence de nombreux parlementaires UMP à lui apporter son soutien - 49 d'entre eux ont déjà publiquement donné leur parrainage à Bruno Le Maire. Combien soutiennent Sarkozy ? Impossible de le savoir. Le cabinet de l'ancien président ne communique pas, ce qui accrédite l'idée qu'il en aurait moins que ce qu'il escomptait.

Face à cette fronde, Nicolas Sarkozy a entendu la semaine dernière le conseil d'un ancien ministre chiraquien. "Une élection interne ne se gagne pas seulement dans les réunions publiques, lui a-t-il

expliqué. Elle se gagne dans la demi-heure qui précède en recevant en petit comité les cadres locaux du parti. Ce sont eux les prescripteurs d'opinion des militants". L'ancien chef de l'Etat a aussitôt donné des instructions à son directeur de campagne, Frédéric Péchenard, pour organiser ces entrevues avant chaque meeting.

Sarkozy, le mal élu ?

Tout cela ne serait rien sans la montée en puissance d'Alain Juppé. Depuis la fin de l'été, le maire de Bordeaux s'emploie à gâcher la fête. Pas une semaine sans qu'il affirme sa présence dans les médias, sans qu'il fasse entendre son avis sur les affaires de la France et du monde. Comme s'il menait une campagne en parallèle : Sarkozy candidat à l'UMP, Juppé candidat à l'Elysée. Voilà un an que la cote de l'ancien Premier ministre progresse lentement mais sûrement dans les sondages. Depuis sa prestation réussie à "Des paroles et des actes" sur France 2 jeudi 2 octobre, elle s'envole. Plus grave pour Sarkozy, Juppé le menace désormais chez les sympathisants de l'UMP, selon notre sondage Ifop (voir en fin d'article). Ennuyeux quand on sait que le principal argument de Sarkozy auprès de son électorat était de n'avoir aucun concurrent sérieux à droite. De "tuer le match", comme il le disait.

Pas de quoi s'affoler à en croire l'entourage de Sarkozy. Certes, on s'attend à un bon score de Bruno Le Maire, on ne néglige pas celui d'Hervé Mariton, certes on envisage même que Sarkozy soit mal élu. Mais, désormais, l'essentiel, c'est qu'il le soit, car "c'est ensuite, fin novembre, que tout commencera vraiment". Et puis "les prédictions du petit milieu parisien, on sait ce que ça vaut". Sarkozy ne se tromperait pas de campagne.

La primaire UMP : qu'un "mauvais moment à passer" ?

"Les sondages testent les sympathisants, jamais les militants, rappelle-t-on. Or, ce sont eux qui votent. Et il y a beaucoup de monde dans les salles. Les sondages sur la future présidentielle, c'est bien. Mais on est dans une élection interne, beaucoup semblent l'oublier." Sans doute, mais un score médiocre à la présidence de l'UMP remettrait en question le statut de Sarkozy de chef naturel de l'opposition. En outre, si les études d'opinion ne disent rien du rapport de forces entre les trois candidats de cette élection interne, elles reflètent une tendance, une dynamique, pour la future présidentielle.

L'an dernier, alors que le retour de l'ancien président n'était encore qu'une hypothèse, l'équipe Sarkozy avait anticipé, le cas échéant, une baisse "inévitabile et logique" dans les sondages. De ce point de vue, la campagne pour la présidence de l'UMP ne serait donc qu'"un mauvais moment à passer", selon le mot d'un de ses soutiens.

Reflète-t-il un climat passager ou le début d'un processus de plus long terme ? Pour Nicolas Sarkozy, futur candidat à l'Elysée, c'est toute la question.

Carole Barjon - Le Nouvel Observateur

Après les Etats Unis, Paris met en garde les chefs d'Etats Africains de modifier leurs constitutions



Le président François Hollande a mis en garde vendredi tous les chefs d'Etat Africains sur une

tentative de modification de leur constitution pour rester au pouvoir, a-t-on appris de sources bien introduites.

Selon notre source, François Hollande a donné des instructions fermes à la cellule africaine de l'Elysée à propos des tentatives de modification de plusieurs constitutions en Afrique, à la veille d'élections présidentielles.

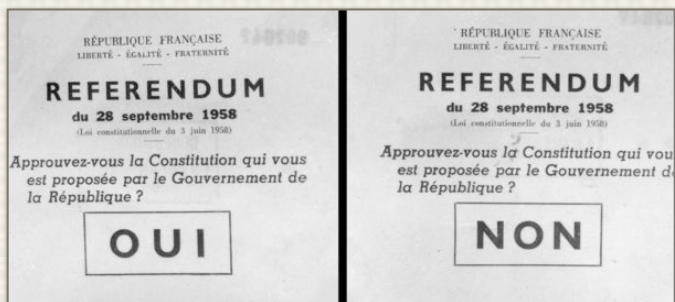
Cette source ajoute que Paris aimerait pour cela compter sur l'Union africaine pour éviter que de tels projets de modification des constitutions soient entérinés.

Lors du sommet Etats-Unis-Afrique du 04 au 06 Août 2014 réunissant une cinquantaine de chefs d'Etat et de gouvernement africains, Washington par la voix de son secrétaire d'Etat américain, John Kerry avait appelé les dirigeants africains à ne pas faire des textes sur mesures pour s'éterniser au pouvoir.

Le Chef de la diplomatie américaine avait prévenu que les Etats-Unis feront le gendarme pour que les systèmes démocratiques soient basés sur le respect des dispositions consensuelles et universelles non des mesures qui visent à établir des pouvoirs à vie pour certains Chefs d'Etat du continent.

III) VIe République: "La fascination pour le monarque républicain est bien ancrée en France"

Propos recueillis par Marie Simon,



Oui ou non à la Constitution? Telle était la question posée aux Français,

Après Jean-Luc Mélenchon ou Arnaud Montebourg qui en ont fait leur marque de fabrique, Claude Bartolone et un proche de Manuel Valls, Luc Carvounas, appellent de leurs vœux une VIe République ces derniers jours... Pourquoi ce débat, véritable serpent de mer, ressurgit-il actuellement?

Je ne suis pas surpris. Le débat sur la viabilité de la Ve République est vraiment arrivé sur la place publique il y a une dizaine d'années. Et dès qu'une élection présidentielle approche, il devient effervescent. D'autant qu'il faut ajouter un facteur conjoncturel: nous vivons une période de divorce sans précédent entre les citoyens et la classe politique. La question sur les institutions, sur les pratiques et sur ceux qui les incarnent se pose donc de façon accrue. C'est pour regagner en crédibilité que beaucoup demandent de changer les règles du jeu. Cela ressemble beaucoup aux années 1930 où la IIIe République était fatiguée, ou aux années 1950 où la IVe République s'est montrée insuffisante pour résoudre le problème de la guerre d'Algérie.

La Ve République est-elle à son tour fatiguée et dépassée?

Si les propositions fusent tous azimuts, c'est bien le symptôme d'une crise profonde: le ras-le-bol est partagé par la population et la classe politico-médiatique. Mais l'idée que les institutions actuelles sont incapables de résoudre les problèmes de la société française se heurte à l'attachement réel des Français à une fonction exécutive incarnée par une personnalité forte. Cette fascination pour le "monarque républicain" est bien ancrée dans les mentalités françaises. Il y a là une forme d'héritage du général de Gaulle, à

laquelle la population tient. Et puis la politique spectacle et la sur-personnalisation de la vie politique actuelle collent plutôt bien à ce qu'est la Ve République.

Est-ce uniquement en raison de cet héritage de De Gaulle, presque intouchable, que la droite critique moins vivement la Ve République que la gauche?

Ce serait presque un désaveu historique de s'opposer aux institutions créées par le père fondateur de la droite moderne française! L'UMP se réclame encore de lui et Nicolas Sarkozy a fondé sa victoire de 2007 sur l'héritage gaulliste [même s'il a introduit par la suite une révision constitutionnelle en 2008, ndlr]. Il y a là une filiation que beaucoup ne veulent pas couper.

L'ADN culturel de la droite est d'ailleurs d'être structurée autour d'un homme plutôt que d'un programme: cela correspond bien à la personnalisation du pouvoir qui découle de la Constitution de 1958. La gauche, elle, était déjà très divisée au moment de la ratification de ce régime semi-présidentiel. Il a fallu toute l'habileté d'un François Mitterrand pour se couler dedans alors qu'il était contre, à l'origine...



L'héritage du général de Gaulle est l'un des ingrédients qui explique pourquoi la droite critique moins la Ve République que la gauche, sur le fondAFP

Ces derniers temps, chacun y va de sa proposition pour rénover les institutions françaises. Quelle cohérence y a-t-il derrière toutes les pistes lancées par les partisans d'une VIe République... si ce n'est le rejet de la Ve?

Une partie des partisans d'une VIe République voudrait en effet revenir à un régime parlementaire, plus en adéquation avec les régimes des pays voisins d'ailleurs.

Ce modèle est soutenu par Arnaud Montebourg ou le Front de Gauche, mais il a un inconvénient: il peut donner l'impression de retourner en arrière, alors que la IIIe et la IVe République ont laissé le souvenir de régimes instables.

D'autres comme François Bayrou ou Claude Bartolone semblent avoir intégré l'appétit des Français pour un régime présidentiel et veulent simplement lever les ambiguïtés de la Ve République, qui repose sur un déséquilibre des pouvoirs. En résumé: l'exécutif est responsable devant le pouvoir législatif; or l'exécutif est bicéphale... mais seul le Premier ministre et son gouvernement engagent leur responsabilité; le président de la République peut toutefois dissoudre l'Assemblée nationale. C'est une séparation totale qui est alors proposée, à l'américaine.

Des aménagements vous semblent-ils nécessaires ou n'est-ce qu'une posture politique de la part de certains?

Il peut y avoir une part de posture... Mais la crise est telle qu'une évolution institutionnelle semble inévitable. Je pense notamment à l'introduction d'une dose de proportionnelle aux élections législatives, dans la mesure où il devient de plus en plus difficile de laisser le FN à l'écart de l'Assemblée nationale au regard de son poids dans l'opinion française. Je pense aussi à la réforme du Sénat dont l'utilité est régulièrement remise en question: faut-il le fusionner avec le CESE par exemple?

On pourrait aussi défaire le quinquennat et revenir au septennat: depuis 2000, on en a bien vu les ravages d'un mandat qui ne laisse pas le temps de réformer. On pourrait ainsi découpler les élections présidentielle et législatives pour éviter que la majorité ne soit qu'une majorité-godillot. La diminution du nombre de parlementaires ou le caractère non-renouvelable des mandats peuvent aussi être mis en place sans passer pour autant à une VIe République.

Croyez-vous que le débat va déboucher, cette fois, sur la rédaction d'une nouvelle Constitution et la mise en place d'une VIe République?

La nature des institutions de la Ve République se construit sur la bipolarité du second tour des élections... Mais les deux grands partis, qui se partagent le pouvoir grâce à ce système, ont-ils vraiment intérêt à le modifier? De toutes façons,

un certain nombre de problèmes pratiques vont se poser...

Quels problèmes pratiques?

Il faudrait en passer par un référendum ou un Congrès. Or la gauche a perdu le Sénat: il devient plus difficile de réunir les 3/5e du Congrès pour valider une telle réforme. Quant au référendum, on sait qu'il est utilisé comme un plébiscite. Il y aurait donc toutes les chances pour que les Français votent pour ou, plutôt, contre François Hollande. Rajouter de l'insécurité institutionnelle dans une période d'insécurité économique et sociale déjà intense serait un mauvais calcul.

Est-ce que ce débat sera, malgré tout, l'une des questions fondamentales de la campagne pour l'élection présidentielle de 2017 comme l'estime Claude Bartolone?

Il ne reste que 2 ans et demi avant 2017, le délai est trop court pour qu'il se concrétise avant la fin du mandat de François Hollande... Une telle réforme pourrait en revanche faire partie du programme d'un candidat à l'élection présidentielle qui, une fois élu, aurait ensuite son mandat entier pour la mettre en oeuvre.

lexpress.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Frondeurs du PS : un noyau dur et des électrons libres



Pour la première François Lamy s'est abstenu sur le vote de confiance, ce mardi après-midi. (Photo Bertrand Langlois.AFP)

Après le vote de confiance de ce mardi, qui sont les frondeurs les plus déterminés ? Ont-ils de nouvelles recrues ?

Une majorité rétrécie. C'est ce qui ressort du vote de confiance de ce mardi après-midi obtenu par Manuel Valls, avec 32 abstentions dans son camp. Soit trois fois plus que lors du premier vote de confiance le 8 avril.

Avant ce vote, les «frondeurs» du PS avaient appelé à une «abstention collective». Ils n'ont pas flanché. En effet, ce résultat de 32 abstentions est dans la moyenne des trois autres votes qui ont mobilisé les frondeurs (confiance à Valls I, programme de stabilité et budget rectificatif de la Sécurité sociale).

Un noyau dur d'une vingtaine de députés

Ainsi lors du scrutin sur le programme de stabilité du 29 avril, ces députés contestataires, désormais réunis dans le mouvement Vive la gauche !, avaient été 41 à s'abstenir. Leur record jusqu'à présent. Ils étaient également 33 lors du vote sur la loi rectificative de financement de la Sécurité sociale, début juillet.

Au total, en comptant le vote de confiance de ce mardi, 10 députés se sont abstenus quatre fois et 14 sur trois votes. C'est le noyau dur des frondeurs, incarnés par les plus médiatiques Pascal Cherki, Henri Emmanuelli, Pouria Amirshahi, Laurent Baumel ou encore Christian Paul. Ils étaient pourtant 82 à signer «l'appel des 100» en avril dernier, acte de naissance du mouvement.

Les aubrystes frondeurs

Après le vote de confiance, de nouveaux frondeurs ont fait leur apparition mardi dans le groupe socialiste. Et le fait de voir Martine Aubry critiquer la politique du gouvernement ces dernières semaines n'y est sans doute pas étranger. Comme dans le cas de l'ancien ministre de la Ville et proche de la maire de Lille, François Lamy. Alors qu'il avait voté pour la loi rectificative de financement de la sécurité sociale, en juillet, il s'est abstenu mardi. Deux semaines après avoir refusé d'entrer dans le nouveau gouvernement Valls.

Hier sur son blog, il a justifié son vote par les «nombreux signaux envoyés» par le nouveau

gouvernement : «Du discours déséquilibré devant le Medef à l'annonce de favoriser le travail du dimanche par ordonnances, de la décision de renoncer à l'encadrement des loyers dans toutes les zones tendues au contrôle systématique des chômeurs, j'ai observé une volonté d'accélération d'une politique qui ne produit pas de résultat, ne mobilise pas la gauche.»

La députée du Nord Anne-Lise Dufour-Tonini, autre proche de Martine Aubry, s'est également abstenue lors de ce vote de confiance alors qu'elle avait jusqu'à présent toujours soutenu les lois portées par le gouvernement Valls. Elle avait même signé «l'appel des 200» en août pour soutenir le pouvoir exécutif.

Anne-Lise Dufour Tonini a d'ailleurs expliqué son vote sur son compte Facebook... en citant Martine Aubry: «Le nouveau gouvernement de Manuel Valls, et son discours de politique générale vient de le confirmer, n'incarne en rien cette indispensable inflexion prônée depuis la rentrée, par bon nombre de politiques, d'économistes, de nos concitoyens, et par une figure forte de notre famille politique, qui a ô combien contribué aux victoires de 2012 et permis l'alternance, Martine Aubry.»

Des frondeurs... qui votent la confiance

D'autres députés ont tout de même fait le chemin inverse. Considérés comme des frondeurs, ils ont voté la confiance à Manuel Valls. C'est le cas de Jean-Patrick Gille, de Philippe Baumel et d'Arnaud Leroy. Ces trois députés socialistes s'étaient abstenus lors du vote du programme de stabilité et sur la loi de finance rectificative de la sécurité sociale. Cette fois, ils ont accordé leur confiance au nouveau gouvernement, comme ils l'avaient fait en avril.

«J'ai fait un pas. Mais ce n'est surtout pas un quitus. Il y a des batailles à mener», a expliqué Arnaud Leroy hier à Libération. La prochaine bataille qui permettra de jauger l'évolution des forces est pour l'automne: le budget 2015.

Qui sont les frondeurs ?

Votes des députés du groupe socialiste et apparentés ayant signé l'«appel des cent», incluant le vote de confiance au gouvernement Valls II.

Lefait	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui	A
signé les deux appels						
Catherine		Lemorton		Oui	Oui	Oui
	Oui	Oui	A signé les deux appels			
Arnaud Leroy		Oui	Abstention		Oui	
Abstention						
Michel Lesage		Oui	Oui		Oui	Abstention
	Oui	-				
Bernard Lesterlin		Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
A signé les deux appels						
Audrey Linkenheld			Oui	Oui	Oui	Oui
	Oui	-				
Lucette Lousteau			Oui	Oui	Oui	Oui
	Oui	-				
Christophe		Léonard	Oui	Abstention		
Abstention						
		Abstention	Abstention			
Quatre abstentions						
Jean-Pierre		Maggi	Oui	Oui	Oui	Oui
	Oui	A signé les deux appels				
Marie-Lou		Marcel	Oui	Oui	Oui	Oui
	Oui	-				
Jean-René		Marsac	Oui	Oui	Oui	Oui
	Oui	-				
Pierre-Alain		Muet	Oui	Abstention		Oui
	Abstention	Oui	Deux abstentions			
Philippe Noguès		Abstention	Abstention		Oui	
Abstention						
Abstention						
Quatre						
abstentions						
Maud Olivier		Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
	-					
Christian		Paul	Oui	Abstention		Oui
	Abstention	Abstention	Trois			
abstentions						
Dominique		Potier	Oui	Oui	Oui	Oui
	Oui	-				
Michel Pouzol		Oui	Abstention		Oui	Oui
Abstention						
Deux abstentions						
Marie-Line Reynaud		Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
	Oui	-				
Denys Robiliard			Oui	Abstention		Oui
	Abstention	Abstention	Trois			
abstentions						
Barbara Romagnan			Abstention		Abstention	
	Oui	Abstention	Abstention			
Quatre abstentions						
Gérard Sebaoun		Abstention	Abstention		Oui	
	Abstention	Abstention	Quatre			
abstentions						
Julie Sommaruga		Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
	Oui	A signé les deux appels				
Suzanne Tallard		Abstention	Abstention		Oui	
	Abstention	Abstention	Quatre			
abstentions						
Stéphane		Travert	Oui	Abstention		Oui
	Oui	Oui	-			
Catherine Troallic		Oui	Abstention		Oui	
	Oui	Oui	A signé les deux appels			
Jacques Valax		Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
	A signé les deux appels					
Michel Vergnier		Oui	Oui	Oui	Oui	
Abstention						
	-					
Paola Zanetti		Oui	Abstention		Oui	
Abstention						
	Oui	Deux abstentions				

Created with Datawrapper

Source: Libération Get the data

Jérémy LAMOTHE-liberation.fr

V) Bruno Le Roux accuse Mélenchon de «racisme larvé» contre Macron



Emmanuel Macron à l'Assemblée nationale le 17 septembre. (Photo Thomas Samson.AFP)

Bruno Le Roux, président du groupe PS à l'Assemblée, a reproché dimanche sur Radio J au chef du Parti de Gauche (PG) Jean-Luc Mélenchon de faire preuve «d'une forme de racisme larvé», quand ce dernier surnomme le ministre de l'Économie, Emmanuel Macron, «le banquier».

«Emmanuel Macron a rappelé dans son parcours le temps où il avait été dans la banque, est-ce que cela devrait suffire à discréditer un engagement, à discréditer des idées, à discréditer un homme, c'est une forme de racisme larvé que (...) de vouloir montrer quelqu'un par rapport à sa profession, par rapport à ce qu'elle serait supposée représenter», a dit M. Le Roux.

«Je mets chacun en garde sur les effets de ces procédés», a poursuivi le député.

Jean-Luc Mélenchon a critiqué dimanche 12 octobre les déclarations du «banquier» ministre de l'Économie, Emmanuel Macron, en faveur d'une réforme de l'assurance chômage, dénonçant la remise en cause d'un «acquis social» par des «gens ignobles».

liberation.fr-AFP

LAPRESSEENREVUE.EU

VI) Pourquoi les Français n'aiment pas la mondialisation



(Crédits : Reuters)

Sylvain Fontan, économiste, créateur du site www.leconomiste.eu

La défiance des Français à l'égard de la mondialisation peut s'expliquer. Elle tient notamment au manque d'adaptation de notre économie à l'évolution des marchés. Par Sylvain Fontan, économiste

Les Français considèrent parfois la mondialisation comme une menace responsable du chômage. Ce sentiment est renforcé par un discours politique lui faisant porter le poids du déclin économique du pays. En réalité, ce n'est pas la mondialisation en soi qui est la source des problèmes de la France, mais les dysfonctionnements propres à ce pays qui l'empêchent de profiter des effets vertueux de la mondialisation.

La défiance des français vis-à-vis de la mondialisation

Les Français jugent l'ouverture internationale comme la première cause de chômage. L'idée en creux est qu'ils considèrent que la croissance des grands pays émergents (Chine, Inde, Brésil...) est un élément qui pèse négativement sur les entreprises françaises et sur l'emploi. La croyance selon laquelle les délocalisations (processus conduisant à un transfert d'activité du territoire national vers l'étranger) sont à l'origine de l'essentiel des destructions d'emplois, est symptomatique de ce phénomène de rejet de la mondialisation. En effet, les délocalisations sont en réalité responsables de moins de 10% des destructions d'emplois en France.

De plus, au-delà des destructions d'emplois, c'est la capacité (ou l'incapacité) à en créer de nouveaux qui devrait focaliser l'attention et les énergies. Dès lors, c'est probablement davantage la défiance profonde des Français vis-à-vis du système capitaliste qui explique le rejet actuel de

la mondialisation.

Sans sous-estimer ces éléments de contexte, il existe des raisons économiques objectives à ce rejet. Pour ce faire, il convient tout d'abord de rappeler certaines conventions qui expliquent le mécanisme de l'échange par le besoin réciproque :

- En soi, l'échange économique trouve sa justification dans la volonté des individus d'obtenir ce qui leur manque. Dans cette conception, chacun désire maximiser sa satisfaction (quantité et qualité des achats) tout en minimisant ses coûts (prix des achats).

- Ensuite, l'échange est également un moyen de palier au phénomène de la rareté. En effet, la production d'un pays est limitée par la quantité de travail (salariés) et de capital (machines) disponible et par le progrès technique (innovation) existant, autrement dit : les facteurs de production. L'ouverture internationale va donc permettre une meilleure utilisation des facteurs de production au niveau mondial en augmentant le potentiel de ces facteurs, et par conséquent un accroissement de la productivité. En d'autres termes, l'augmentation de l'efficacité des facteurs de production (meilleure utilisation) augmentera la quantité totale de la production.

- Dans ce cadre, l'échange international devrait générer une baisse des prix des biens échangés et donc une hausse du pouvoir d'achat qui permettra à son tour d'accroître la consommation, et donc la production. Ainsi, l'emploi des secteurs bénéficiant de cette nouvelle demande devrait donc croître, et ainsi de suite.

L'échange international: un bénéfice moins évident en France

Alors que ces avantages sont une réalité dans plusieurs pays, ils sont moins évidents en France. En effet, les bénéfices attendus de l'échange sont plus limités en France qu'à l'étranger. Conformément à la théorie, l'ouverture internationale a entraîné une baisse des prix des biens échangés dans la plupart des pays développés depuis le début des années 2000. Or, en France, même si le prix de plusieurs biens a diminué (télévisions, informatique, électrotechnique...), globalement le prix des biens d'équipement, des voitures ou des biens de grande consommation ont continué à croître. Dès lors, malgré une hausse du pouvoir d'achat des Français, cette hausse a été moins marquée que dans les autres pays développés.

Des Dysfonctionnements économiques propres à la France

Les raisons de cette évolution atypique ne sont pas liées à l'Euro mais sont propres à la France. En effet, les autres pays de la zone euro doivent également composer avec la monnaie unique. Ces pays jugent également parfois que la monnaie unique est trop "forte" par rapport à ce qu'ils souhaiteraient, et pourtant ils ne font pas face au même phénomène qu'en France. Dans un contexte où les pays ne peuvent plus dévaluer (c'est-à-dire diminuer volontairement la valeur de leur monnaie pour stimuler les exportations), une monnaie jugée trop forte oblige normalement les pays à faire des efforts en matière de compétitivité. En d'autres termes, quand la monnaie ne peut plus s'adapter à l'économie, c'est à l'économie de s'adapter à la monnaie.

Or, la France n'a pas réalisé ces efforts. De plus, la concurrence (dont une des vertus est de tirer les prix à la baisse) qui pourrait participer à améliorer le pouvoir d'achat des Français, n'est pas une des qualités premières de l'économie française. Également, la réglementation et les charges (salariales et patronales) qui pèsent sur le secteur de la distribution engendrent des coûts qui se répercutent nécessairement sur les prix de ventes, et donc sur le consommateur final. Dès lors, les populations les moins aisées subissent des effets négatifs car le prix de leur "panier de consommation" (largement formé de produits importés) a crû plus fortement que celui des ménages ayant un revenu plus élevé. Elles sont ainsi les premières victimes d'une ouverture internationale qui provoque une réduction de la demande de travail non-qualifié dans les pays développés.

Un manque de mobilité professionnelle...

La France fait face à un réel problème de mobilité professionnelle. En effet, au-delà des effets de l'échange international sur les prix, la mondialisation est souvent rendue coupable du chômage. Toutefois, il convient de distinguer les effets directement liés à l'ouverture internationale des échanges de ceux liés à l'impact du progrès technique. En effet, le progrès technique, autrement dit l'innovation, peut réduire la demande de travailleurs nécessaires pour produire un même bien, et peut donc augmenter le chômage. Dans ce cadre, mondialisation et progrès technique combinés modifient le tissu productif français et la répartition des richesses. Pour que leurs effets soient globalement positifs, il faudrait que les travailleurs puissent facilement

changer de poste de travail, d'entreprise, de secteur d'activité ou de région. Or en France, la mobilité est très faible. De plus, lorsqu'elle existe, elle est largement subie, plus qu'elle n'est voulue. En effet, les salariés qui changent d'emploi sont surtout ceux sous CDD (Contrat à Durée Déterminée), aidés ou intérimaires. Dès lors, la France est potentiellement plus fragile que d'autres pays face aux effets néfastes de la mondialisation.

...lié à la faiblesse de la formation continue

La faible mobilité des travailleurs est liée au manque de formation continue. En effet, la France présente un taux de formation continue (donnant lieu à la délivrance d'un diplôme ou d'un certificat) parmi les plus faibles des pays européens. De plus, la formation dispensée est centrée sur le capital humain spécifique et pas général. Autrement dit, les formations dont bénéficient les travailleurs sont axées sur l'emploi qu'ils occupent et pas sur ceux qu'ils pourraient occuper. Ainsi, alors que la perte d'un emploi dans un autre pays peut représenter une opportunité d'évolution de carrière et de changement de voie, le travailleur français peu qualifié est insuffisamment préparé à cette perspective. Son intégration sur le marché du travail est d'autant plus difficile que ses qualifications sont spécifiquement liées à son ancienne entreprise et que ses aptitudes d'adaptation sont faibles. Ainsi, la capacité des salariés à faire face aux mutations économiques reste limitée. Il convient également de citer les difficultés de logement comme facteur de faible mobilité.

Un manque de compétitivité industrielle

L'immobilité économique de la France a aussi participé à la dégradation de sa position commerciale. La dégradation de la part de marché de la France dans le commerce international résulte principalement des échanges de produits manufacturés et de l'augmentation de la facture énergétique. Le seul secteur manufacturier explique 60% du creusement du déficit commercial de la France.

Toutefois, si la hausse du coût du travail peut expliquer l'accroissement du déficit courant de la France, elle n'est pas suffisante pour appréhender la diminution de l'offre industrielle. D'autres éléments viennent expliquer cette dégradation. Parmi ces éléments, et au-delà des aspects liés aux coûts de production, il convient de citer (1) un cadre réglementaire et administratif

particulièrement handicapant pour le développement des activités productrices de richesses, (2) une trop grande spécialisation de la production française sur le moyen de gamme, (3) une offre insuffisante de produits innovants, (4) des entreprises en moyenne trop petites, (5) une trop faible présence sur les marchés émergents, et enfin (6) la difficulté des entrepreneurs à profiter de l'évolution de la demande mondiale. Le dernier point concernant la difficulté des entreprises à capter la croissance mondiale est directement lié aux autres points, mais il est également lié à des choix stratégiques parfois malheureux. Typiquement, l'industrie automobile française, dont certains constructeurs n'ont pas su correctement anticiper les modifications du marché et de la demande mondiale.

Un diagnostic erroné mais largement partagé

Le sentiment négatif des Français vis-à-vis de la mondialisation peut apparaître légitime. En effet, le cercle vertueux de l'échange n'a pas pu parfaitement s'enclencher. Le commerce extérieur n'a pas induit une baisse suffisante des prix des biens importés, limitant ainsi les gains de pouvoir d'achat et la création d'emplois que cette demande supplémentaire aurait normalement dû entraîner.

Les suppressions d'emplois induites par le développement des échanges internationaux n'ont pas été parfaitement compensées par la création d'emplois dans d'autres secteurs.

Cependant, les raisons de ce sentiment répandu dans la population se basent sur un diagnostic erroné. Selon lui, la mondialisation est intrinsèquement mauvaise pour la France. En réalité, le responsable du chômage, du sentiment de perte de pouvoir d'achat et de déclassement social n'est pas lié à l'échange international, mais à l'incapacité de la France à s'y adapter : manque de réformes, de mobilité, de flexibilité, de réactivité et de concurrence de l'économie. A cela, il conviendrait également d'ajouter un ensemble d'autres phénomènes bloquants, dont à titre d'exemple : les rentes de situation liées à des statuts professionnels privilégiés (qui n'incitent pas à la performance, ni au changement), un droit contractuel très protecteur (qui limite la capacité d'intégration des personnes exclues du marché du travail -jeunes et peu qualifiés-), ou encore des frictions sociales et idéologiques profondément ancrées dans la vie politique française (défense d'intérêts catégoriels de court terme plutôt que l'intérêt général de long terme).

Les voies d'une adaptation

Toutefois, le potentiel d'adaptation de la France existe. Pour ce faire, (1) il faut libérer les marchés afin qu'ils répercutent correctement la baisse des prix des biens mondialisés sur le consommateur final, (2) inciter les entreprises et les salariés à multiplier les formations professionnelles générales plutôt que spécifiques, afin d'accroître l'autonomie professionnelle, et ce, non pas de façon autoritaire et administrée mais en soulignant l'intérêt de chacun, et enfin (3) améliorer la compétitivité française en facilitant le développement et la diffusion du progrès technique grâce notamment à l'amélioration des marges des entreprises.

Ainsi, la France pourrait se réconcilier avec la mondialisation et enfin en tirer bénéfice. De telles mesures n'engendreraient ni hausse d'impôt, ni augmentation des dépenses publiques. Au contraire, en augmentant le potentiel de croissance de la France, le pays pourrait à moyen terme diminuer les impôts et améliorer l'efficacité de la puissance publique.

De plus, cette perspective permettrait aux agents économiques d'être plus confiants dans l'avenir et de ne pas reporter leurs décisions d'investissement s'ils intègrent l'idée que la puissance publique ne va pas continuellement augmenter ses dépenses, ce qui induit nécessairement une perspective d'impôts différés. Toutefois, tous ces éléments sont conditionnés au fait que les dirigeants politiques nationaux intègrent des éléments de pédagogie dans leur discours. En revanche, comme les enjeux électoraux priment traditionnellement sur les enjeux économiques collectifs, il est peu probable que cela puisse être le cas dans un avenir proche, sauf à intégrer des mécanismes au sein de la vie politique française permettant de "lier les mains" des responsables politiques (objectifs économiques chiffrés et réalistes, mandats uniques, intégration d'experts provenant de la société civile...).



LAPRESSEENREVUE.EU

A Suivre...
La Presse en Revue